

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 40 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 15 - 22 novembre 2023

AUTRE SCANDALE AU NIVEAU DE L'EXÉCUTIF TENU SOUS LE BOISSEAU

Virginie Anthony Saint-Pierre libéré par ses ravisseurs, son chauffeur tué

Crime odieux par Ti-Lapli, malgré une deuxième rançon versée...

Par Léo Joseph

Le secrétaire général du Haut Conseil de la Transition (HCT), qui avait été kidnappé, lui et son chauffeur, par le gang de Ti-Lapli, a été libéré après dix-huit jours de captivité,

suite à des négociations qui avaient abouti à son retour à sa famille, alors que son compagnon restait en détention. Quant à chauffeur, Il devait attendre le paiement de la somme négociée avant de recouvrer sa liberté. Mais une

autre victime Il a été exécutée par ses ravisseurs, bien que le deuxième versement de la rançon demandée ait été payé intégralement.

En effet, Evans Oléus ne retournera plus dans sa famille, ni à son emploi comme chauffeur

d'Anthony Virginie Saint-Pierre. Il a été tué dans des conditions inexplicables, puisque les USD 150 000 \$, qui

jours pas éclairées. Le grand public s'interroge sur les raisons de ce crime, car des doutes persistent en ce qui a trait au

LES REFUGIÉS INTERNES CONTINUENT

Des familles fuient leurs maisons à Mariani

Par Léo Joseph

Le processus de dépeuplement de la capitale haïtienne continue. Après Martissant, Carrefour-Feuilles, Cité Soleil, le nord de Port-au-Prince, c'est maintenant Mariani, qui se vide de ses habitants. Ce phénomène n'inquiète pas outre-mesure les autorités haïtiennes, dont le Premier ministre de facto a d'autres chats à fouetter qu'à se soucier des sinistrés internes. Alors que les der-

niers réfugiés, ceux de Carrefour-Feuilles, hébergés dans les écoles publiques, empêchent que soit tenue une ouverture normale des classes cette année.

Commencé avant l'assassinat de Jovenel Moïse, en 2021, le phénomène de la fuite interne des familles a connu un autre épisode, ce mois-ci, à la faveur de l'invasion de cette autre zone si tuée au sud de la capitale, encore un autre quartier accaparé par les bandits sur la Route nationale

numéro 2.

Comme la ministre de la Justice Emmellie Milcé Prophète avait tiré la sonnette d'alarme sur la situation des quartiers dépeuplés, dans les communes situées au sud de Port-au-Prince, qui sont « perdues », disait-elle, par les autorités du pays s'étant résignées à abandonner ces zones de la capitale au criminels, qui y font régner leur loi. C'est pourquoi les

Suite en page 4



Installation du HCT, Mme Mirlande Manigat, Laurent Saint Cyr et pasteur Calixte Fleuridor.

devaient être livrés aux kidnappeurs, ont été payés.

Un grand mystère entoure l'exécution de M. Léandre, des zones d'ombre ne sont tou-

comportement du gouvernement, dans ce dossier. Car les autorités restent avares d'informations au sujet de ce crime.

Suite en page 5

DÉPLOIEMENT EN HAÏTI D'UNE FORCE INTERNATIONALE DIRIGÉ PAR LE KENYA

Après une longue période d'incertitude, le doute se précise Le ministre de l'Intérieur kenyan ne rassure guère...

Par Léo Joseph

L'incertitude constatée, depuis qu'a été lancé le projet de déploiement d'une force spéciale internationale, en Haïti, pour venir en aide à la Police nationale visant à vaincre les gangs armés, loin de s'évanouir, se renforce. Les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur du Kenya, pays ayant la responsabilité de diriger cette mission, ne rassurent pas, quant à l'arrivée prochaine de ce contingent spécial ayant obtenu le feu vert du Conseil de sécurité des Na-



Kithure Kindiki, ministre de l'Intérieur du Kenya.

tions Unies. Mais le doute se renforce encore plus. Ce qui semblerait donner raison à ceux qui plaident contre cette idée. Les conditions exprimées par ce haut fonctionnaire du gouvernement du pays appelé à prendre le leadership de cette mission n'autorisent pas à croire que tout est au beau fixe avec ce plan. Cette intervention du ministre de l'Intérieur kenyan ajoute une autre couche d'obstacle au projet d'envoi de cette force de sécurité internationale,

Suite en page 2



UN Secretary General Antonio Guterres.

HAPPENINGS! What's the hidden agenda of the International Community in Haiti?

By Raymond A. Joseph

Less than three months before February 7, 2024, when a transfer of power, in Haiti, from the illegitimate and strongly contested de facto Prime Minister Ariel Henry, to an elected president and a new team, no such thing will occur. And the International Community, the United States in the lead, could care less. Which begs the question as to whether there's a hidden agenda for Haiti.

Continued on page 7

DÉPLOIEMENT EN HAÏTI D'UNE FORCE INTERNATIONALE DIRIGÉ PAR LE KENYA

Après une longue période d'incertitude, le doute se précise

Le ministre de l'Intérieur kenyan ne rassure guère...

Suite de la page 1

en Haïti, en appui à la PNH, de la part de communauté internationale

En effet, Kithure Kindiki met le doute sur le déplacement des forces de sécurité spéciales que doit diriger son pays, à destination d'Haïti, tant que les fonds nécessaires au financement de cette initiative ne soient versés intégralement, soit USD 240 millions \$, qu'il estime coûtera une mission de cette taille et de la durée prévue. Et le ministre de l'Intérieur du Kenya, parlant au nom de son gouvernement, est catégorique : « Nous avons convenue, dit-il, tant que les ressources que les ressources pour cette mission seront organisées et mobilisées entre les États membres de l'ONU. À moins qu'elles ne soient mobilisées et que toutes les ressources ne soient disponibles, nos troupes ne quitteront pas le pays ».

Que le financement s'élève à cette somme, en ce montant, ou au maximum de USD 600 millions \$, les autorités kenyanes n'ont pas l'intention de mobiliser le millier de policiers promis, dans le cadre de la mission an non cée pour être mobilisée sur Haïti, à la tête de la force internationale, tant que l'intégralité des ressources nécessaires n'auront pas été encaissées par son pays.

Les dépenses comptabilisées pour les différentes catégories

Il semble que les autorités kenyanes, par le truchement du ministre de l'Intérieur du gouvernement, veuille démontrer le sérieux de son engagement, par rapport au déploiement de ses soldats, en comptabilisant le coût des différentes catégories de dépenses.

En effet, M. Kindiki a révélé, dans son intervention, que, d'après l'évaluation du Kenya, le coût de préparation de certains officiers de sa Police destinés à participer à cette mission s'élève à 36 571 750 000 shillings, soit USD 241 millions \$. Dans la foulée, il a précisé que les Nations Unies se sont engagés à assumer les coûts du déploiement.

Prenant la parole, devant le Parlement bicaméral, appelé à se prononcer sur ce projet, selon la Constitution kenyane, Kithure Kindiki a rassuré l'assemblée que le Kenya ne prendra, à son compte, aucune dépense liée à l'envoi de cette mission, en Haïti, car tous les frais seront « remboursés », ajoutant que le coût entier de ce déploiement s'élève à USD 600 millions \$.

Bien que tous les pays devant contribuer au financement de cette mission ne soient pas encore

connus, le ministre de l'Intérieur du Kenya fait croire qu'ils assureront le financement de la mission.

Pour les États-Unis, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, avait fait savoir que son pays contribuera hauteur de USD 200 millions.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du Kenya, la somme mentionnée financera tout ce qui concerne la mission, notamment la « préparation des officiers », en sus de « l'équipement, la logistique, le transport, l'hébergement et le retour des officiers



Le président Joe Biden et son homologue kenyan, William Samoei Ruto et son épouse à NY,

dans leurs pays d'origine». Il précisé, en outre : « Les 1 000 policiers ne seront pas déployés tous en même temps mais progressivement », a souligné Kindiki.

Il est possible que l'annonce faite par les États-Unis de contribuer USD 200 millions \$ au financement du déploiement et que d'autres membres des Nations Unies se prononçant dans le même sens aient suscité beaucoup d'espoir de rentrée de fonds substantiels, de la part du Kenya à brève échéance. Mais, selon toute vraisemblance, les fonds tardent à atterrir, alors que les autorités kenyanes s'impatientent, tout au moins d'avoir une date certaine, quant à la livraison de la marchandise, en tout ou en partie.

Le déploiement de la force internationale en Haïti : Rien n'est toujours pas sûr

Depuis le lancement du projet d'intervention de la force de police internationale spéciale, sous le leadership du Kenya, l'incertitude s'est installée. Mais au fur et à mesure que passent les jours, d'autres couches d'incertitude s'ajoutent. Le dernier élément de doute s'est exprimé, comme annoncé, par l'organe du ministre de l'Intérieur du Kenya mettant en doute les déploiement des policiers de son pays, tant que les fonds prévus pour le financement de cette mis-

sion ne soient pas versés.

L'idée du lancement de cette mission avait été lancée par le Premier ministre de facto, dans une demande adressée par lettre au secrétaire général des Nations Unies, Antonio Gutierrez, depuis le mois d'octobre 2022, requérant le déploiement d'une force militaire internationale spéciale, pour venir en aide à la Police nationale. Dans un premier temps, le Conseil de sécurité avait agréé la requête de M. Henry selon laquelle sera expédiée en Haïti une mission militaire, dont les contours ré-

nada. À son tour, cet autre État membre de l'ONU refusa cet « honneur ». Au bout du compte, la communauté internationale, entraînée par les Américains, a offert une mission policière internationale au rabais à Haïti. Façon de dire « Pays indigent, contentez-vous de ce qui vous est offert ».

En effet, même le Brésil, autre pays invité à prendre la tête de cette mission, au prime abord militaire, qui a de l'expérience dans ce domaine, pour avoir, de 2004 au 15 octobre 2015, dirigé une opération de maintien de la paix, a décliné de répéter cette expérience. À noter que la mission brésilienne n'impliquait pas, comme présentement, la neutralisation de gangs armés. Tout semble indiquer que le refus du Brésil de diriger ce déploiement en Haïti se justifie par le caractère militaire qu'il exige. Pays appelé à recruter le pays leader de cette mission, comprenant que le Kenya, jugé manquant de compétence pour en assumer les responsabilités militaires, les États-Unis semble avoir été contraint de la changer en expédition policière. En désespoir de cause, Ariel Henry n'a opposé aucune objection, ni participé aux négociations autour de ce processus mené dans l'opacité totale, encore moins informé le peuple haïtien en ce qui concerne la réalité de ce déploiement policière international, que devrait diriger le Kenya. C'est le traitement infligé à Haïti, par le truchement du Premier ministre de facto par ses patrons le gardant à sa place.

L'opposition contre le déploiement se précise

On ignore quelles informations sont communiquées à Ariel Henry, mais, sans le moindre doute, d'après ce que lui dit ses patrons, il se comporte comme si tout va bien dans le meilleur des mondes. Bien que, un peu partout, en Haïti et à travers le monde, des observateurs avisés reconnaissent et commentent objectivement les faits entourant les démarches relatives au déploiement de la force de police dirigée par le Kenya, le chef du gouvernement de facto continue d'abreuver le peuple haïtien — et le monde entier — de balivermes et de désinformations. Mais, en dépit de la propagande lâchée systématiquement, de larges communautés, haïtiennes et internationales, ne se laissent pas duper.

L'envoi de policiers kenyans ne fait pas l'unanimité dans ce pays d'Afrique occidentale, c'est pourquoi le président Ruto est confronté à une résistance robuste par l'opposition officielle, au Kenya, dirigé par Raila Odinga, 78 ans. Figure emblématique de la politique, dans son pays, M. Odinga argue de l'illégalité du déploiement de policiers kenyans en Haï

ti, une décision contraire à la Constitution kenyane. Aussi a-t-il intenté un procès contre le gouvernement Ruto. Trouvant les arguments de l'avocat, ex-Premier ministre et aussi chef de l'opposition depuis 2013 valables, le Tribunal a donné gain de cause à Odinga, bloquant le déploiement des membres de la force de sécurité en Haïti. Selon l'ordonnance judiciaire annonçant la tenue d'une première séance pour entendre ce dossier, la justice kenyane n'a pas encore donné le feu vert au déploiement des policiers de ce pays.

Une autre couche d'opposition à l'expédition en Haïti de policiers du Kenya s'identifie par le Parlement du Kenya, qui doit se prononcer sur ce sujet, alors que l'opposition au sein des membres de cette institution élève la voix contre ce projet.

L'opposition continentale s'est aussi mise de la partie. Dans les milieux proches de l'« Union panafricaine », réunissant tous les pays du continent africain, la voix des activistes ont été entendues exprimant leur solidarité à l'égard du peuple haïtien, critiquant les injustices qui lui sont infligées par certains pays étrangers, notamment les dernières dénonciations faites par des anciens pays esclavagistes et néo-esclavagistes. Mais plus récemment contre la République dominicaine dans le conflit ouvert contre Haïti par le président de ce pays Luis Abinader relatif au canal sur la Rivière Massacre.

En effet, comparant Haïti aux pays africains, une activiste de l'Union africaine a assimilé la « lutte d'émancipation du peuple africain » à celle qu'a menée la première République noire du monde, et que celle-ci mène encore aujourd'hui. Car, argue cette jeune Africaine de la diaspora, Haïti se trouve en plein dans la lutte pour sa souveraineté. Donc, raisonne-t-elle, « Même lutte, même combat ». Cette activiste africaine, en diaspora, exhorte les pays du continent africain à éviter de se mettre au service des pays violateurs des droits des Haïtiens. Sans citer nommément le Kenya, engagé par les États-Unis, soi-disant pour venir en aide à la Police nationale d'Haïti, dans le cadre d'un déploiement d'une force internationale, cette jeune femme qualifie la participation kenyane d'initiative anti-africaine.

Mais, en dépit des bonnes nouvelles sur le déploiement des policiers du Kenya, à la tête de la mission internationale de sécurité, en Haïti, colportées par les puissances tutrices, les démarches des patrons de ce projet continuent de trébucher désespérément.

L.J.



Raila Odinga, chef de l'opposition kenyane.

cette force. De guerre lasse, au bout d'une série de pressions américaines, le président William Ruto du Kenya a donné dans le panneau, déclarant son pays vouloir diriger la mission, en sus d'une contribution en ressources humaines de 1 000 policiers de son pays. Depuis lors, la mission militaire demandée par Ariel Henry change en mission policière.

Les États-Unis, pays à qui revenait le leadership d'une mission de cette importance, esquiva la responsabilité pour l'offrir au Ca

SUR LA ROUTE DU CINÉMA

Le XVII^e APÔTRE

Une Scène des 864 jours dans la vie de Fidel

Par Dan Albertini

Apothéose, le mot vaut tout son poids illustré dans le travail du XVII^e Apôtre, décrit ainsi par lui-même : *journaliste, poète, romancier, essayiste et critique littéraire*. Il a publié le livre sur Fidel, en (2) tomes, le titre vibre au moment où l'auteur a carrément tenu des commentaires remis sur l'esprit du 'canal' transfrontalier, lequel canal enfante déjà dans le Sud de la République. Un soir, vendredi, l'ambiance sélecte, la scène démarre au Café de Da, quartier d'Ahuntic. Montréal. On pactise de l'envolée littéraire édiflée de J. Élie Gilles, à la poésie amateur de la femme qui mangea trop. La prose musicale fait foi !

Le lecteur avisé, la métho

dologie en la *Métaspora* de Dr Joël Des Rosiers est de rigueur.

Je me retrouve, la belle forme, les années subséquentes au séisme de 2010, bassin de la caraïbe, avec des critiques fictives de scénarios imaginaires. Il y a des femmes en vue, et en vrai, mais pas encore de bien-aimée, la belle lectrice me refusant sans raison jusqu'ici. La doc m'a dit que j'ai la forme de dix-huit ans avec le réel des seize, l'excès au temple m'est donc permis. Ainsi je partirai, aux besoins d'ailleurs. Le su jet choisi me réclame la ténacité de l'opéra, car je ne suis ni en symphonie ni en polyphonie cor se. Je suis à La Havana, Cuba, sans y avoir *trem-pé de pied-de-veau* dans l'eau d'une île de la merin gue.

Edgard Gousse propose en

relecture didactique l'ouvrage sur Fidel, il dément : *menteur, journaliste*. Il règne en matrice ici, les autres aspects sont à moult mains exercées !

Si la méthodologie en la *Métaspora* de Dr Joël Des Rosiers y est en amont, c'est avec les armes d'Hollywood que je suis sur la route du cinéma, avec le XVII^e Apôtre qui décrit le XIV^e né sous le patronyme d'Hippolyte pour devenir Castro tout en restant Fidel de son action révolutionnaire. Je précise et certifie, il faut être apôtre pour reconnaître l'autre.

Apôtre, non pas prophète pour préciser à l'avantage de l'initié perdu en conjectures, ce Fidel est décrit tel un visionnaire dans le prisme de la globalité. Edgard Gousse profite, maîtrise du lan-

gage de la pensée par une étonnante méthodologie rigoureuse qui lui évite les *étreintes de camarades* dans un monde de mœurs qui cachent souvent la faille. Il justifie tout, tel le documentariste, il livre les émotions, je réitère, pour démentir le journaliste menteur qui a menti pendant tout ce temps en se faisant payer pour dire faux par déclamation. Ce n'est pas un film, c'est une scène. Aux dieux d'en faire plus par la foi. Beaucoup d'annonces d'expression, la spiritualité évidemment, Edgard Gousse a étudié dit-il aussi, en rencontre, chez les pères du Saint-Esprit, je le case dans sa teneur même s'il est de guerre le guerrier de la violence de la pensée providentielle. J'accuse en même temps le fait de la caméra

dans toute la démarche, car je suis sur la route du cinéma. Ainsi, l'oralité ne règne pas ici ni l'automatisme, sans y être exclu fatalement. Dans *Métaspora*, les *petites patries intimes* sont aisées d'expression tout en étant pilotées, côtoyées par la *voisine étrange*, exogène. Dans le XIV^e Apôtre, le XVII^e siècle royalement par Christophe, souverainement par Dessalines, rémanent par Toussaint Louverture, à une période de locution en canal d'eau insulaire. Qui est donc cet Edgard Gousse ici? La caméra est bavarde, il y a un XVII^e Apôtre sur la table de douze.

Je vous présente *l'Écriture liturgique apostolique du XVII^e Apôtre* dans (7) jours francs.

Merci d'y croire!

LE PROCÈS PETRO-CARIBE

Un scénario signé Jean Sénat Fleury - Épilogue

Par Dan Albertini

Nous y voilà là où il faut épiloguer. Après avoir provoqué sans intention ni connivence, la notion du Procès PetroCaribe, *écrivez-le comme vous voulez* «dans une petite patrie intime» de celui qui soutient avoir écrit le procès, c'est l'oralité qui règne. En 2018, je publie ma note pour réclamer de Jean Henry Céant... *un enquêteur spécial*. Allez donc rêver que je sais qu'il y aurait suite, attention accordée au point d'en produire le livre fictif si j'en crois bien la suite. J'ai parlé, et cela se notait sans mon su, me dit-il. Le temps fila. Ladite convention internationale de la diaspora haïtienne va me ramener des émotions très fortes nécessaires pour y souscrire à ce leitmotiv. Le Procès PetroCaribe est né pour alimenter la chronique utilitaire et agréable à mon sens, c'est-à-dire sur la route du cinéma. Long. J'ai lu en épisodes au point de réviser. Rappelant l'analyse pour remonter de la révision jusqu'à l'épisode-1/4, c'était

de la passion, mais bien plus que ce que l'on peut croire malgré tout. Le *'travail de l'immortel'* s'arrête ici puisqu'il y a de l'art sur la route, comme de la scène. Il y a de belles femmes que je ne trouve pas sur le parcours de ce procès, et cela me manque, il me faut retourner consulter la caméra. Oui, d'autres histoires à dire vrai, sans menaces ni délire. Voici la fin de ce qui m'est livré pour le trial.

Les chiffres sont révisés par le ministère public comme par le conseil de la défense en plaidoirie.

[Dans le cadre du projet «*Réhabilitation du Gymnasium Vincent*» à la rue Romain, l'enquête n'a retracé qu'une avance de démarrage de 163 457, 43\$ US représentant 35% du montant initial du contrat. Alors que l'article 83 de l'arrêté d'application du 26 octobre 2009 fixe l'avance de démarrage à 25 %. Dans le cadre de la «*Réhabilitation de 7 km de route à Lafiteau*» (route minoterie, 4 voies), l'enquête a constaté que la

totalité de l'acompte provisionnel de 2% exigée conformément aux dispositions règle mentaires pour un montant totalisant 197, 563,28 \$ US n'a pas été préservé directement sur le montant des décomptes présentés par la Firme H.L. Construction S.A. ». C'est ce que propose l'auteur lui-même dans ses échanges passionnés !

L'analyse dans son contour nous révèle que dans la pratique de la Justice en Républik, il y a une guerre ouverte entre la nouvelle école de la magistrature im portée (France, Canada), le tempo du barreau et les études de droit. Juge JJS avait par ressemblance avec tout autre exo, fait de la politique dans la justice. Adeptes des SP (sc. po), depuis Montréal, dit-on, l'instruction n'a jamais abouti là où le chauvinisme s'y est inscrit. La pratique du droit est une guerre de tranchées pour garder le *caniveau* en Républik, par exemple entre Gonaïves et Port-au-Prince. Mais revenons à 2026, tel que le propose l'auteur qui s'appête à conclure l'extrait que j'ai reçu.

Avec les conditions verbales emportées. Autre mise à jour.

[Le ministère public observe une autre pause. Il continue:

«*Honorable président, à la lumière des irrégularités relevées lors de l'enquête, il est permis d'affirmer que le programme EDE PEP a été un vaste gaspillage de fonds publics. L'enquête au cabinet d'instruction a décelé des indices concordants de malversations financières d'une partie des fonds censés être alloués aux bénéficiaires du volet transfert d'argent et notamment les projets Ti Manman Cheri, Kore Etidyan, Bon Dijans/ Bon de solidarité et Kore Moun Andika pe*»].

Vous avez sûrement remarqué que l'auteur distribue le courant électrique sur tout le terroir du pays puisqu'il y a le *grand* (géant) *écran* dans tout coin de rue. Le commerce, les importations vont donc bon train, à moins de la fabrication locale d'éléments électroniques, ou l'importation chinoise puisque c'est le seul axe de développement accéléré qui s'affiche pour 2026 jusqu'à 2035, à travers le monde. En outre, la technologie, les services, la consommation, une nouvelle culture, tous s'intègrent dans l'histoire écrite. C'est obligé sinon, *pas de courant, pas d'images*. Ni de témoin. Il y a lieu de lire que dans la pensée de l'auteur la dissertation vit

de la révolution. Laquelle révolution touche aussi des secteurs : épargne, corruption hormis la Justice, il dit :

[«*Honorable président, tout ce gaspillage a été orchestré au nom de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Des populations les plus vulnérables selon les inculpés étaient censées être les bénéficiaires des programmes. Mais quelle est la réalité dans le pays pendant que des millions sont détournés...*»]. Une conscience s'est dégagée !

Temps d'épilogue, toute apocalypse à son *aposteriori*, tel le déluge avait son ante diluvien ne, il y a jusqu'ici l'histoire d'après Noé que le cinéma propose sous l'effet du 'changement climatique'. Il faut aussi agrémenter les arts de la scène, car il y en a plus d'un. Cette tournée PetroCaribe est-elle si fictive, le grand public a vu le film se dérouler sous ses yeux, soit mécréant, soit complice. C'est un autre fait, je suis sur la route du cinéma, non pas conjoncturel, mais pour les besoins de la cause. Quelle cause, c'est mon ego. Depuis la notion des 12H71 en 2012, je souffle sur le chaud et le froid. J'ai publié 'Le Procès Salvador', la 'Malédiction des Pères et des Pairs', les 'Enfants du Pouvoir', les 'Rivales', les 'Souliers du Président', le 'Frère

Suite en page 13

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LES REFUGIÉS INTERNES CONTINUENT

Des familles fuient leurs maisons à Mariani

Suite de la page 1

dirigeants ignorent la calamité que les bandits infligent aux familles. Car aucune communication officielle n'a été faite, en ce qui concerne le nombre de déplacés dénombrés à Mariani, ni le nombre de morts, de blessés ou encore de pertes matérielles subies lors des dernières attaques dirigées sur les populations par Ti-Lapli.

En effet, il a fallu l'interven-

tion de l'Organisation mondiale de la migration (OIM), pour savoir que plus de 507 familles, ou de 487 personnes, ont dû abandonner leurs maisons. Pour éviter d'avoir le sort des habitants de Carrefour-Feuilles, de Savane Pistache, avant eux, ou encore ceux de Cité Soleil. Les déplacés de Mariani ont trouvé refuge chez des parents et des amis résidents dans des quartiers limitrophes, a précisé l'OIM.

L'invasion de ce quartier par les groupes armés s'est produite

durant les premiers jours de novembre, ayant duré du 1^{er} au 8 de ce mois. La zone située entre Carrefour et Gressier, à l'entrée sud de la capitale, a été prise d'assaut par les gangs venant de Gran Ravin.

D'autre part, les habitants de Doco, autre quartier de Pétion-Ville, a connu une journée infernale, samedi dernier, suite à une descente musclée de leur quartier effectué par le gang Kraze Baryè dirigé par Vitelhomme Innocent.

Selon des témoignages re-

cueillis auprès des riverains, des armes de gros calibres tiraient en permanence pendant toute la journée, semant la terreur également à Tabarre et à Pétion-Ville.

Entre-temps, les réfugiés de Carrefour-Feuilles, chassés par les gangs de Martissant, et qui se sont réfugiés dans des écoles nationales, au centre-ville, y restent encore. Les autorités du pays n'ont pris aucune disposition pour les déplacer. Cela fait régner une situation d'insalubrité

Il faut savoir que des écoles et

d'autres immeubles pris comme hébergements n'étaient pas faites pour accueillir tant de personnes et ne disposent pas d'installations sanitaires pour les accommoder. Selon des habitants logés dans le voisinage de l'ancien Rex Théâtre, les sinistrés n'ont pas assez d'installations sanitaires pour remplir leurs besoins physiologiques. Aussi sont-ils obligés de se soulager, trop souvent, à même le sol ou la rue.

NÉCROLOGIE

Madame Raymonde Barthe est décédée

Nous annonçons avec infiniment de peine le décès de Mme Raymonde Barthe, survenu le vendredi 10 novem-

bre, à New York, à l'âge de 94 ans.

Sincères condoléances à ses enfants : Émile Saint-Lot

et Mme, Jean Robert Saint-Lot et son épouse, Mme Aglaé Saint-Lot. Également à ses petits-enfants et arrière-

petits enfants, à ses cousins et cousines; ainsi qu'à ses neveux et nièces, et à ses nombreux amis du Royaume des Témoins de Jéhovah.

Condoléances aussi aux familles : Saint-Lot, Barthe, Belmont, Izraylevsky, Du chatellier, Valmé, Dougé, Dela tour, Dos Santos,

Lafontant, Romeo, et à tous les autres parents et alliés affectés par ce deuil.

Le service commémoratif aura lieu à la Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, située au 353 E. 169th St., Bronx, NY, 10456, le samedi 25 novembre à 2 heures p.m.

Paix à son âme !

Remerciements de la famille Jean Claude Sanon

Margaret Trichet Sanon, son épouse, Claude Aline Sanon, Jean Édouard Sanon, Bianca Trichet Sanon, ses enfants,

Jaxon Sanon, son petit-fils, ainsi que toute la famille, sommes profondément touchés par des marques de sym-

pathie dont vous avez fait preuve, des témoignages de soutien, à la suite du deuil qui vient de nous affecter et du

rappel à Dieu de notre très regretté Jean Claude Sanon. Nous vous remercions chaleureusement et nous vous

présentons l'expression de notre reconnaissance émue. Merci !

Ce 7 novembre 2023.

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

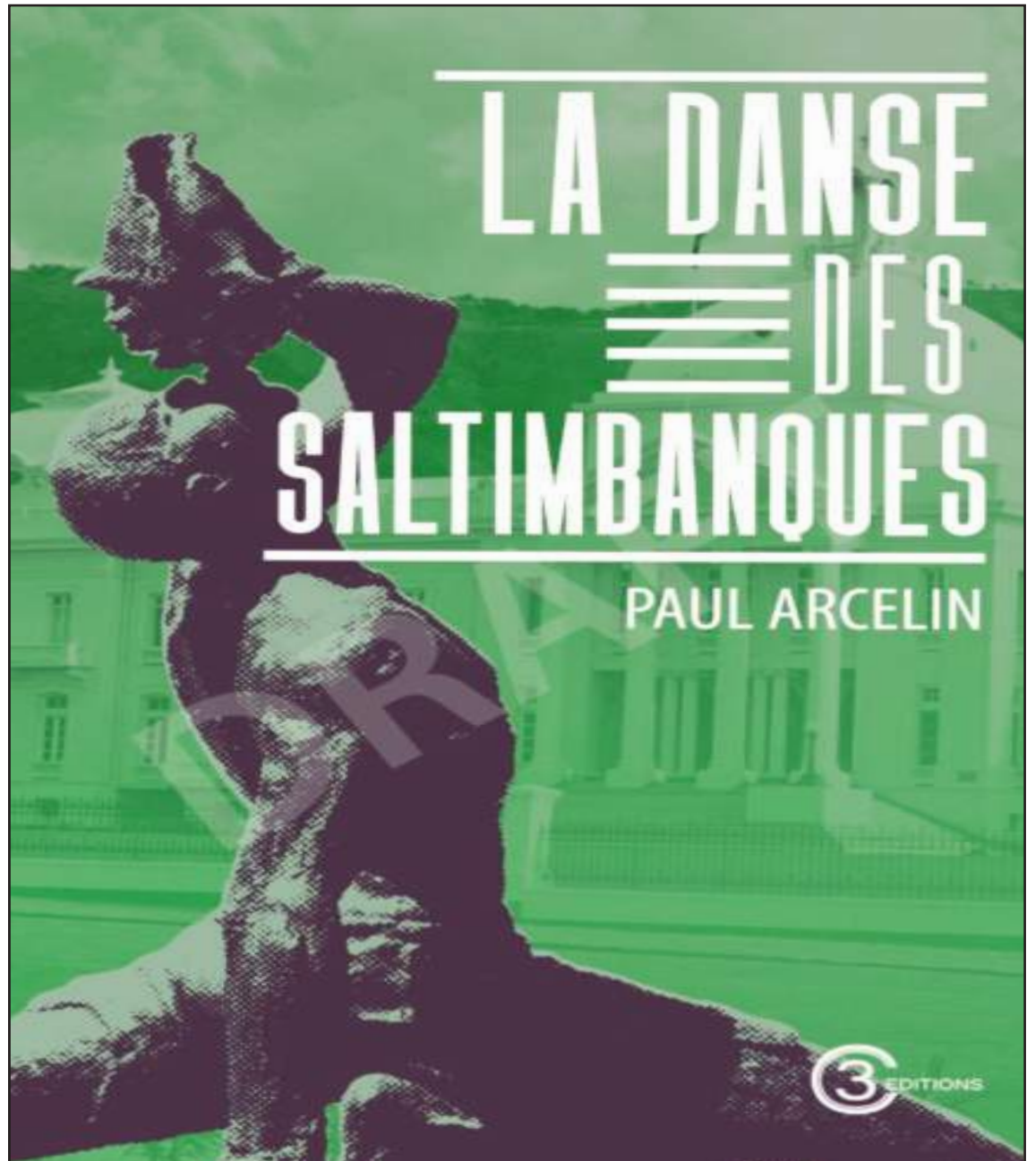
CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm



AUTRE SCANDALE AU NIVEAU DE L'EXÉCUTIF TENU SOUS LE BOISSEAU Virginie Anthony Saint-Pierre libéré par ses ravisseurs, son chauffeur tué

Crime odieux par Ti-Lapli, malgré une deuxième rançon versée...

Suite de la page 1

e. C'est pourquoi les kidnappeurs du secrétaire général du HCT essayent de manipuler l'actualité entourant cet assassinat crapuleux.

Un document attribué au secrétaire général du HCT

Au milieu du silence des autorités, dans la foulée de ce crime, les bandes criminelles de Ti-Lapli semblent vouloir gagner la guerre des relations publiques. Aussi deux documents attribués, un attribué aux ravisseurs, et l'autre écrit par Saint Pierre ont-ils fait leur apparition dans les médias sociaux.

En effet, un premier document, en créole, dactylographié à l'aide d'un clavier de téléphone, assimile le secrétaire général du Haut Conseil de la Transition, à quelqu'un qui n'a pas sa parole d'honneur, à qui est adressé le billet suivant :

« Virginie Saint Pierre

sekretè ekzekitif HTC dirije pa Mme Manigat, kenbe mo ou, respekte sa ou te siyen devan chèf nou yo. Gade kouman ou lakòz. Evans Auléus asasinan pa ti-lapli, ou fin libere ou, kounye a ou voye yon pay monnen, ou fè yo asasinan ti jenn nan. Nou sonje group pouwwa a tap di pat gen kidnapping vre ????? ».

L'autre texte, écrit en manuscrit, attribué à M. Saint Pierre, et déclaré authentique par le répondeur d'un des trois numéros de téléphone inscrits au document de ce dernier. Voici le libellé du document prétendu créé par lui.

« J'assume par la présente avoir été libéré sous caution contre la libération de mon chauffeur Wilson Léandre. Je me suis engagé, comme de fait, je m'engage à payer le 6 novembre 2023 la somme de USD 150 000 dollars contre la libération du chauffeur Wilson Léandre ».

« Fait de bonne foi le 30/10/23 ».

Une source proche du secrétaire général du HCT a donné

une autre version des faits, tels ils ont été rapportés, face au silence assourdissant des autorités du pays. Selon l'informateur en question, Anthony Virginie Saint Pierre avait expédié la somme conclue aux criminels, mais ils semblent ne pas avoir, de leur côté, tenu leur parole d'honneur.

Il paraît, également, que le chauffeur du secrétaire général du HCT n'ait pas été exécuté, comme cela est rapporté sur les réseaux sociaux. On pourrait dire que le silence du gouvernement serait à la base de cette méprise concernant l'identité de la victime dont l'identité a été révélée.

Faute de détails sur cet assassinat, des conjectures se multiplient à qui mieux-mieux. En ce sens, on semble vouloir croire qu'une autre victime aurait été exécutée, en lieu et place du chauffeur, le « courrier », qui aurait été chargé de livrer le reste de la rançon.

Le HCT et Ariel Henry déjà en conflit autour

du kidnapping

L'enlèvement d'Anthony Virginie Saint Pierre, par les hommes armés de Ti-Lapli, avait mis Mirlande Manigat, présidente du HCT, et deux autres membres de cette institution en conflit avec le Premier ministre de facto Ariel Henry. Dans une lettre adressée à ce dernier, celle-ci et le pasteur Calixte Fleuridor avaient paraphé une lettre dans laquelle ils s'en prenaient à celui-là pour avoir ignoré royalement le kidnapping du secrétaire général du HTC.

Les membres de cette institution, qui fait partie de l'Exécutif, et qui ont rang de ministres, déclarent mériter un égard spécial de la part du chef du gouvernement de facto, pourtant M. Henry n'a jamais tenu compte de son enlèvement. D'ailleurs, ont-ils signalé, revenu d'un voyage à l'étranger, alors que le secrétaire général du HCT se trouvait en captivité, le chef du gouvernement a tout ignoré de ce kidnapping.

D'autres intervenants sur ce dossier, réagissant à l'indif-

férence d'Ariel Henry, se disent outragés du fait que ce dernier n'ait eu aucun égard pour un haut fonctionnaire, membre de l'exécutif, qui a été abandonné aux criminels. Aussi, avait-on demandé, dans de telles conditions, à quoi doit s'attendre les membres du gouvernement Henry, des ministres, qui sont susceptibles de connaître le même sort que M. Saint-Pierre.

Par les temps qui courent, personne n'est à l'abri du kidnapping. Si Ariel Henry a su faire assurer sa protection contre les gangs, en s'entourant d'agents de sécurité capables de tenir les malfrats en respect, tel n'est pas le cas des ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement, qui sont obligés de se protéger eux-mêmes, comme ils peuvent.

D'autres acteurs politiques, également des membres du gouvernement, ont pris le chef du gouvernement à partie, l'accusant de banaliser le rôle des membres du HCT dont il voudrait se débarrasser.



HAITI

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gid, pèp la gaye!

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Tout ipokrizi devwale nan jwèt kominote entènasyon la !

Gen lontan depi sa yo rele kominote entènasyon la ap jwe youn jwèt ipokrit ak Ayisyen, yo di y ap ede demokrasi pran pye nan peyi a. Men nan aksyon yo ak de klarasyon yo fè, se tout mounn k ap dekouvri yo kounnye a. Se pèp ayisyen an ke bann swa-di zan zanmi sa yo ap toupizi de tout fason.

N ap pran kesyon demokrasi a yo di ki pou blayi ann Ayiti, dekwa pou tout bagay ka mache jansadwa. Men pou vrèman gen demokrasi, fòk ou kòmanse pa bonjan eleksyon. Di m depi ki lè nou tande te gen youn eleksyon ann Ayiti. Asireman, gen mounn ki bliye. Enben, se depi lane 2016 ke eleksyon te fèt, lè Jovnel Moyiz (Jovenel Moïse) te pase kòm prezidan nan mwa novanm, epi l te prete sèman le 7 fevriye 2017. Menm lè a tout 119 depite ak 30 senatè yo ki reprezante diferan komin ak depatman nan peyi a te pase nan eleksyon. Te gen eleksyon tou pou majistra ak Azèk e Kazèk, reprezantan nan seksyon riral yo. Depi lè sa a, eleksyon fini pou Ayiti. Tandis ke pou de mokrasi blayi jan yo di a fòk gen eleksyon, pa eleksyon bouyi vide non !

Jovnel Moyiz pa t fè eleksyon pou renouvle manda depite.

Msye te ranje sa konsa pou l te ka vin gouvènè pa dekrè, san okenn kesyon de Chanm depite nan Palman an, osnon youn Sena okonplè pou kontwole tout dezòd li te pare pou l fè.

Enben se konsa, lè mwa janvye 2020 te rive, pa t gen Chanm depite ankò, paske manda yo tout 119 la te ekspire. Manda 10 nan 30 senatè yo te ekspire tou, men ak fòs gwo ponyèt li, Jovnel



Moyiz te ranvwaye 10 lòt senatè, pou l te redui Sena a, ki te vin rete ak 10 senatè sèlman. Kidonk, yo pa t ka vrèman pase okenn lwa.

Kominote entènasyon la, si tou Ameriken yo, pa t di anyen, paske prezidan Moyiz se te mounn pa yo, ki pa t vrèman kwè nan demokrasi. Okontrè, se pa

sèlman nan nivo nasyon li t ari ve domine tou sa k ap fèt, men a nivo lokal tou, paske pa t gen eleksyon ni pou majistra, ni pou Azèk ak Kazèk. Li te nonmen « ajan enterimè » pa l, ki te de pann de prezidan an menm. Pa gen kesyon fè anyen pou pèp, paske se pa pèp ki te vote mete yo opouvwa. Jovnel Moyiz sèl chèf siprèm, epi, kòm mwen deja di, se ak kout dekrè li t ap gouvènè, pèsonn pa ka di l anyen.

Nan fè nenpòt sa lide l te di l, li t al louvri bra l bay Larisi, ke Ameriken pa danse kole ak yo, ke Ameriken pa ta vle wè yo vin etabli baz tou pre peyi yo. Se kon sa, aranjman fèt, epi yo tou asaninen Jovnel anndan chanm akou che lakay li, ki sanse gen plis se kirite pase tout lòt kote nan peyi a. Jout kounnye a, anyen pa janm rezoud sou ansasinay sa a, byen ke y arete plizyè mounn ki te sanse patisipe nan gwo zak sa a. Gen yo arete yo ki gentan jije Ozetazini, ki sanse pran prizon avi. Men yo pankò ka rive sou gwo otorite, menm Ozetazini, an Repiblik dominikèn e lòt kote, ki te mele nan kesyon an.

Epi pinga pèsonn di m y ap rive sou yo, paske jij nan Miami, ki anchaj dosye « Jistis pou Jovnel Moyiz » la, bay pwosèkitè Leta ameriken satisfaksyon, li met sele, sètadi bloke kèk enfòmasyon enpòtan sou ansasinay prezidan an, swadizan pou « pwo teje sekirite nasyon » Eta zini. Kisa n konprann nan sa ? M pa kwè m bezwen di plis pase sa.

Aryèl Anri Premye minis sou lèzòd ak benediksyon kominote entènasyon la

Epi se konsa nou tonbe nan doktè Aryèl Anri (Ariel Henry) kòm Premye minis epi prezidan tou. Kijan l rive la a. Enben, se menm kominote entènasyon sa a, ki nan jwèt ipokrizi ak Ayiti a, ki lonmen msye nan pòs la san yo pa menm deplase fè youn pa. Yo annik mete youn twit deyò, yo di Clod Jozèf (Claude Joseph) rale kò w. Antan ke ansyen minis Afè etranjè Moyiz epi Premye minis enterimè, msye te kouri pran mayèt prezidan an, apre ansasinay Moyiz la, nan dat 7 jiyè 2021 an Men l annik pase 13 jou opouvwa, epi sendika diplomat gwo peyi yo, ak Etazini alatèt, sa yo rele CORE Gwoup la, kouri deyò l, epi yo met Aryèl Anri chita nan Biwo Premye minis la, nan dat 20 jiyè 2021. Kòm mwen deja di nou, yo pa t menm deplase. Tou sa fèt ak youn twit yo voye pa entènèt.

Kòm prezidan Jovnel Moyiz t ap gouvènè pa dekrè, Aryèl Anri kontinye sou menm pant lan. Msye te gen pou l fè eleksyon nan mwa novanm 2021, 4 mwa apre l te monte opouvwa, sitou anvan Moyiz t al bwa chat, li t ap travay pou renmèt youn eleksyo bouyi vide. Prèske tout bagay te fin anplas pou sa fèt. Lè

novanm rive, nad marinad ! Aryèl Anri di pa ka gen eleksyon, paske gten twòp ensekirite nan peyi a. Lè sa a, gang te deja pran Matisan depi premye jen 2021, menm anvan ansasinay prezidan an, epi yo te bloke kominikasyon sou Rout nasyon nimewo 2 a, ak 4 depatman nan Gran Sid la : Sid (Okay), Sidès (Jakmèl), Gran dans (Jeremi) ak Nippes (Ansa vo/Miragwán). Anplis de sa, blokaj la te afekte 3 gwo vil nan depatman Lwès la, ki sou kon twòl Potoprens dirèkteman : Leo gán, Grangwav ak Tigwav.

Se prèske tout mounn ki te dakò ke pa ka gen eleksyon ak gang ki te kòmanse blayi toupatou. Men nan jwèt ipokrizi a, Aryèl Anri di kanmenm li pral



Depite Andy Levin.

prepare pou gen bonjan eleksyon pou renmèt pouvw a bay prezidan ak ekip pèp la va chwazi a.

Alavè 7 fevriye 2022, presyon t ap monte pou Aryèl Anri pase pouvw a bay youn gwoup nan sektè prive nan peyi a, gwoup Montana a, ki te byen reprezante avèk anpil sektè ladan l. Yo menm yo ta ka òganize bonjan eleksyon nan 2 zan. Gen depite Sheila Cherfilus McCormick, *Congresswoman* Ayisyen no-amerikèn, ki reprezante youn distrik an Florid, ki jwenn sipò kèk lòt depite ameriken, ki man de gouvènman prezidan Bi den nan wete sipò l ap bay Aryèl Anri a, ki depann de Ameriken, paske pèp la mande sa, sitou ke msye pa soti pou fè okenn eleksyon.

Le 3 fevriye 2022, te gen youn reyinyon nan Kongrè ameriken an sou kesyon Ayiti a. *Congressman* Andy Levin, demokrat, ki soti nan eta Michi gan, sentre Brian Nichols, ki te fèk nonmen asistan sekretè Deta nan Depatman Deta pou Afè Amerik Latin ak Karayib la, pou mande poukisa gouvènman ap soutni youn Premye minis ki ilegal, ke pèp ayisyen an mande pou l ale. Mesye Nichols di Etazini pa vrèman ap pran ni pou youn, ni pou lòt nan kesyon Ayiti a, sèlman yo vle pou gen dyalòg, fòk gen diskisyon pou nou jwenn youn solisyon. Antretan, gouvènman ameriken ap travay ak Premye minis la.

Ipokrizi toupatou, eleksyon nan bouch, men

anyen pa fèt pou gen eleksyon

Antouka, tout lane 2022 a pase san yo pa pale de eleksyon ankò. Epi gang ap vale tèren. Se konsa, yo rive sou 21 desanm, epi gen youn gwo wounble ki fèt nan Pò toprens, epi la tou nou tande gen « *Akò 21 desanm* ». Aryèl Anri anonse ke pral gen eleksyon nan lane 2023 a, pou pèp la ka chwazi prezidan ak ekip ki pral pran pouvw a nan dat 7 fevriye 2024. Kounnye a, nan mwens ke 3 mwa anvan dat sa a, pa gen mounn ki kwè nan okenn eleksyon anvan 7 fevriye k ap vini an. Menm Mirlande Hyppolite Manigat, prezidan « *Haute Commission de la transition* » (HCT), ke Aryèl Anri te met kanpe pou ba l plis bakòp nan swadizan travay l ap fè pou peyi a, deklare ke Premye minis la pa fè sa pou l te fè, dekwa pou te gen eleksyon atan, epi pou ta gen transfè pouvw nan dat 7 fevriye k ap vini an. Kanta pou HCT a, li di, rive 7 fevriye, yo pa bezwen konte sou li ankò.

Epi, men Premye Minis la k ap pale kounnye a de youn « *Commission présidentielle* » l ap met sou pye pou ede l. Si gen Komisyon prezidansyèl, èske li pap gen youn prezidan ke doktè Anri, li menm, pral chwazi, pou kontinye ak menm penpen lan ?

Epi ipokrizi kominote entènasyon la reparèt sou nou. Fwa sa a, se reprezantan sekretè jeneral Nasyon Zini ann Ayiti a, Maria Isabel Salvador, ki anchaj BI NUH, (Biwo Entegre Nasyon Zini ann Ayiti), ki pran devan pou l di fòk Aryèl Anri rete jiskaske li fè eleksyon demokratik. Pa ka gen okenn gouvènman tranzisyon.

Donk, nou wè ipokrizi a. Avèk gang toupatou, pa ka vrèman gen eleksyon. Selon tout enfòmasyon nou jwenn, Aryèl Anri nan konfyolo avèk plizyè nan gang yo. Si kote m ye, jouk nan Bwouklin, Nouyòk, mwen konn sa, se pa mounn Nasyon Zini yo ki ka di m yo pa konn sa. Alò, yo pa vrèman vle okenn eleksyon nan peyi a, ki pou ta penmèt demokrasi kòmanse etabli. Yo prefere boule ak youn Premye minis avi, k ap fè tou sa yo mande l. Antretan lè l ap kite gang kidnap, touye adwat agòch, sa pa regade yo.

Enben se konsa gwo deblozay la pral pete. Paske fòk ipokrizi entènasyon la sispann ! Fòk pèp ayisyen an rale youn souf. E tout tan Aryèl Anri la, devan je n, chita byen alèz jan l chita a, anyen de bon pa ka fèt pou Ayiti. Alò, se mache pran yo. Wi, pran yo tout, ki konprann n ap aksepte ipokrizi yo a vitam etènem ! Non, pa gen sa pyès. Pinga yo bliye ke *Tout lapriyè gen ensiswatil !*

TiRenm/
Grenn Pwonmennen,
raljo31@yahoo.com

Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BETWEEN LEXINGTON & PALMERA)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

No one can convince me that the establishment of democracy, with good governance, leading to a change of paradigm in the Caribbean island nation is really the goal envisaged by the so-called foreign friends of Haiti. Actions taken so far by the foreign powers, who have assumed leadership of Haiti via their Haitian subordinates, confirm our assertion.

The latest example is the nonchalance shown by Maria Isabel Salvador in the dossier of democratic elections and timely transfer of power in Haiti. To be noted, that Ecuadoran diplomat, is the representative in Haiti of United Nations Secretary General António Guterres. As head of the UN Integrated Office in Haiti, BINUH by its French acronym, her words, even when she said it is her own opinion, have the power of law.

While, generally, there's a call for departure of Dr. Ariel Henry, the neurosurgeon imposed on the Haitian people as Supreme leader by the International Community, Ms. Salvador issued an opinion on X, formerly Twitter, stating that there should be "democratic and transparent elections," with full participation by the electorate for a change of the political personnel. "One can't go from a transition to another transition. To get to the elections, first security should be guaranteed."

"A subtle support of Ariel Henry by the head of BINUH," writes Claude Joseph, formerly Minister of Foreign Affairs in the late Jovenel Moïse administration and interim Prime Minister when President Moïse was assassinated in the wee hours of July 7, 2021 in his highly secured home in an upscale neighborhood in the hills above Pétiön-Ville, the suburb of Port-au-Prince. He had assumed the presidency, until 13 days later when the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince had replaced him, in a tweet, on July 20, by Dr. Henry, who had been named to the post by the late president, but who hadn't yet been sworn into office. In fact, that was to happen that same July 20.

Criticism of the Prime Minister and calls for his resignation

Now, Claude Joseph is part of the widely representative "United Group" of opponents to the ruling regime, recently formed and which has adamantly called for the resignation of the Prime Minister, who has reneged on what he agreed to in the "December 21" (1922) Accord. He had said, there will be elections during the

2023 year and a president chosen by the people will be sworn in on February 7, 2024. Thus, a new team would be replacing him.

Ariel Henry's opponents are not alone in criticizing him for failing to follow through, as he had promised, with elections this year. In an interview, November 1st, with the renowned Radio Kiskeya in Port-au-Prince, Mirlande Hyppolite Manigat was bitter about the Prime Minister not living up to the promise enunciated when the three-member organization was set up to help him carry out his duties. The president of the "High Council of the Transition (HCT) made reference to the words, in the December 21 Accord, whereby the mission of the group is spelled out: *A "National consensus for an inclusive transition and transparent elections in 2023"* that would lead to the inauguration, on February 7, 2024, of a new president, chosen by the people. Anyway, she adds, as of February 7, the HCT will be no more.

All of a sudden, Dr. Henry has mentioned a broader "Presidential Council" that will be more representative, which will assume the duties of the President, absent since the assassination of President Moïse, two-and-a-half years ago. But the Prime Minister will choose the members thereof. So, through inaction in asserting meaningful pressure, the International Community becomes complicit in Ariel Henry setting himself as a dictator, who probably would like to have tenure for life, copying that other medical doctor, François "Papa Doc" Duvalier, who gave himself life-time tenure and, on his death bed, anointed his 19-year-old son Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier as "President-for-life." Unfortunately for the latter, the Haitian people rose up and booted him out of power on February 7, 1986.

The father-son dictatorship lasted 39 years, while Haiti descended into the abyss and had a major brain drain, as most professionals and intellectuals fled the country. Something similar to what happened then, is happening now, especially with President Biden's "Humane immigration" policy. Many intellectuals and professionals, even some police officers badly needed in Haiti are taking advantage of the Biden program to flee the hell-on-earth that Haiti has become under the governance of Ariel Henry, fully backed by Washington. Meanwhile, February 7, which, since 1986, became a sacred date to inaugurate newly-elected presidents, is being ignored by the de facto Prime Minister.

Ariel Henry evokes insecurity for not having elections and power transfer

As it is, when he was named to the post by the CORE Group, he was to organize elections in November 2021 and inaugurate a president on February 7, 2022. Almost all arrangements had been made for such, before the assassination of President Moïse. However, when time came for those elections, the de facto Prime Minister evoked insecurity that made it impossible.

Indeed, some heavily armed gangs had established their headquarters in Martissant, that southern suburb of Port-au-Prince, on National Highway No. 2, which is the gateway to Haiti's Greater Southern region, greatly affecting vehicular travel to four of the 10 geographic departments—South (Cayes), Southeast (Jacmel), Grand-Anse (Jérémie) and Nippes (Anse-à-Veau/Miragoâne)—as well as to three major cities that are administratively dependent on Port-au-Prince (Léogâne, Grand Goave and Petit-Goave, in the Western department.

Since assuming his role of Prime Minister, Dr. Henry, reported to be in cahoots with certain gangs, hasn't lifted a finger against the armed bandits in Martissant. Then other gangs have cut off normal traffic from the northern entrance to the capital, affecting the Artibonite department as well as the North, Northeast and Northwest departments, by establishing their headquarters in Canaan, about 12 miles north of Port-au-Prince on National Highway No. 2. Also, Highway No. 3, via the Port-au-Prince suburb of Croix-des-Bouquets, leading to the Central Plateau region and to the border with the Dominican Republic is under control of the feared *400 Mawozo* gang. Completing the encirclement of the capital, the bandits also operate on the major road leading from Pétiönville to the ritzy neighborhood in the mountainous areas, east of the capital that is often used as back-up to reach the south and the southeast.

The insecurity is such that, according to the UN, 90% of Port-au-Prince is under gang control. Considering that picture of insecurity in Haiti, elections are not possible, a situation that is to the benefit of the Prime Minister, as he warns that without security, free and credible elections are not possible. Now he's comforted by the declaration of Ms. Salvador, the representative of the UN Secretary General.

We wonder about the role of the United States in the ambient insecurity in Haiti. Whereas

there's some opposition from the United States to allow the embryonic Haitian army to get weapons, there's no such restriction for the gangs, who are connected to certain politicians and oligarchs, who arrange to get weapons "Made in America" for them. Also, why the opposition by the U.S for full remobilization of the Haitian Armed Forces which had the best intelligence network covering all the cities and towns as well as the rural areas through the Haitian "Police Rurale" and the "Soukèt Lawouze," as their agents were called, for getting early even when the nightly dew hasn't yet evaporated, as they went about checking for unsavory characters. Also, we ask why wasn't the army reformed, instead of being unconstitutionally destroyed, in January 1995, by President Jean-Bertrand Aristide, who was brought back to Haiti, from exile in Washington, on October 15, 1994, under the protection of more than 20,000 American soldiers!

The chaos in Haiti happened on purpose, under the glare of UN Missions

Without considering the first United Nations Mission in Haiti (UNMIH), which was in Haiti for nearly three years (September 1993-June 1996), there was the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUATAH), from 2004 to 2017, which was replaced by the United Nations Mission for Justice Support in Haiti (MINUJUSTH), in 2017, itself passing the baton, a year and a half later, to the Integrated Of

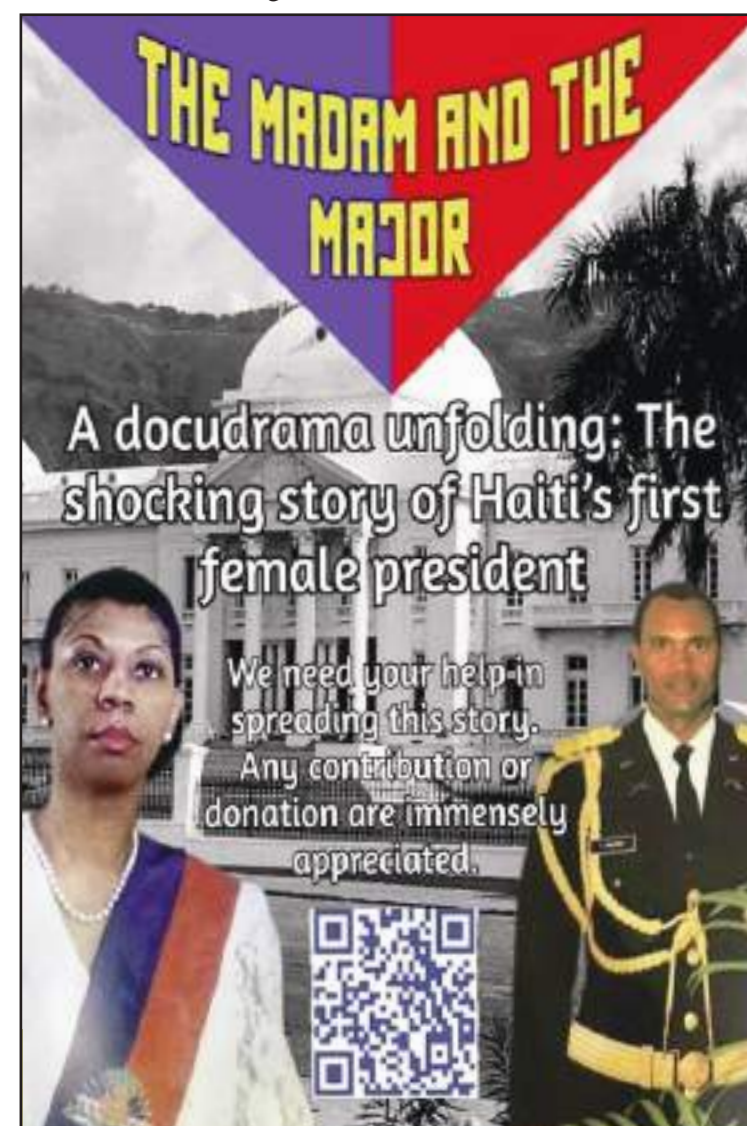
fice of the United Nations in Haiti, known by its French acronym BINUH, currently on the ground.

Instead of stabilizing Haiti, MINUSTAH just observed how it was being destabilized. Under that other UN mission, Haiti's justice system has become dysfunctional, and the "Gang Federation" was established, in 2020, under the glare of Helen Ruth Meagher La Lime, the then head of BINUH, who complimented then President Jovenel Moïse for having facilitated the establishment of the federation by a former Polic officer-turned gang leader by the name of Jimmy Chérizier, aka Barbecue. Ms. La Lime even said he had noticed an amelioration in certain acts of violence since the federation began operating. Now, Ms. La Lime's successor, Ms. Salvador has come to the rescue of Ariel Henry, who has shown himself to be an expert in delaying elections that would pave the way for a president to be duly elected.

Would it be that the hidden agenda of the International Community, with the United States in the lead, endeavors to get Haiti in such an unruly situation that the bigwigs of that community will have the needed pretext to occupy the country, even using third party subordinates first, to have free hand in exploiting Haiti's underground wealth in precious minerals, petroleum reserve and more, to enrich themselves, at the expense of the Haitian people? Food for thought!

RAJ

rajjo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Guerre au Moyen Orient : Une catastrophe humanitaire, répercussion politique aux USA

Voilà déjà la sixième semaine depuis qu'ont déclenché les hostilités, le 7 octobre, avec l'attaque surprise du groupe Hamas contre Israël, ayant initialement causé 1 400 morts et beaucoup de blessés, mais surtout la prise de plus de 200 otages par les attaquants, une question maintenant au centre des discussions, en vue d'arriver à un cessez-le-feu. Hier, mardi 14 novembre, le président Biden eut à dire qu'il espère qu'une issue sera trouvée, dans les 48 à 72 heures, c'est-à-dire d'ici le week-end.

Entre-temps, la réponse robuste de l'administration du Premier ministre Benjamin Netanyahu a causé beaucoup plus de 10 000 décès à Gaza. Jusqu'à hier, mardi 14 novembre, c'est l'attaque aux environs de l'hôpital Sifah, à Gaza, qui animait les débats. Car, le groupe Hamas aurait utilisé l'hôpital comme centre de commandement, ayant même construit des tunnels reliant ce centre hospitalier à d'autres endroits, tunnels utilisés aussi pour le stockage d'armes.

Des manifestations monstres dans plusieurs villes de par le monde, soit en appui des Palestiniens ou des Israélites indiquent que l'unanimité n'est pas faite, par rapport à qui donner raison dans le conflit. Par exemple, hier mardi, à Washington, il y avait des dizaines de milliers de manifestants pro-Israël, dans les rues, de mandant que les otages recouvrent leur liberté. Toutefois, la semaine dernière, à New York, même à Brooklyn, un bastion juif, des manifestations gigantesques, pour demander un sursis aux bombardements de Gaza par Israël dominaient l'actualité.

La situation est telle que le président américain, Joseph « Joe » Biden n'arrête de demander une pause humanitaire de la part de son allié, l'État hébreu. Mais, Mike Johnson, le « speaker » ou président de la Chambre basse, au Congrès, récemment choisi par ses pairs, s'y oppose, arguant qu'une pause occasionnerait l'anéantissement de l'État d'Israël.

Entre-temps, dans un

article sorti dans le *Washington Post*, le roi jordanien Abdullah II fait une plaidoirie pour une cessation des hostilités, décriant la politique d'Israël « ayant fait obstacle au processus de la paix qu'envisageaient les accords d'Oslo de 1993, prônant une solution pacifique et la sécurité pour les deux États ».

Le roi jordanien annonce un avenir sombre, écrivant « qu'un leadership israélien ne voulant pas suivre la voie de la paix sur la base de la solution de 'deux États' ne pourra pas assurer la sécurité de son peuple ». Et, enfonçant le clou, il maintient que « le monde entier connaîtra une situation sombre, à moins qu'un effort international concerté ne soit déployé pour arriver à une structure régionale de paix, de sécurité et de prospérité, érigée sur la base d'une paix entre la Palestine et Israël, dont la solution des deux États est la seule qui soit prioritaire ».

En ce sens, le roi jordanien rejoint le président américain, qui prend ses distances par rapport à celle du Premier ministre Netanyahu ayant déclaré qu'à la fin de la présente campagne visant la paix recherchée par son pays, Israël prendra en



Eric L. Adams, maire de New York.

charge Gaza, insinuant une autre occupation du territoire frontalier, revenant aux années d'avant les Accords d'Oslo. Pour le moment, l'avenir de cette région du monde n'augure rien de positif.

***Quid du budget de fonctionnement du gouvernement américain ?**

Il était question d'une course à l'horloge pour éviter la fermeture, soit ce qu'on dit en anglais « *shutdown* », ce samedi, 18 novembre, de toute activités administratives, aux États-Unis, car le gouvernement aurait manqué de fonds pour opérer normalement.

En toute dernière heure, hier (mardi) après-midi, vers 5 h 30, la Chambre basse a voté une loi de compromis avec plus des deux tiers des 435 représentants l'approuvant. Le nouveau président de cette entité, Mike Johnson, élu à ce poste le 25 octobre, a pu se rallier les démocrates, sensiblement minoritaires, à la Chambre basse, avec 213 membres. Deux parlement seulement ne l'ont pas appuyé. Mais du côté républicain, il a dû se confronter à l'intransigeance de l'extrême droite. Ainsi, 93 des 222 membres de son parti l'ont boycotté.

C'est la première victoire de Mike Johnson, depuis son accession à la présidence de la Chambre basse, le 25 octobre dernier, soit il y a à peine trois semaines, lorsqu'il avait pu obtenir le vote positif, après quelque trois semaines d'une Chambre basse en hibernation, depuis le saccage, le 3 octobre, du président d'alors, Kevin McCarthy. Il a fallu tout ce temps pour que les acteurs arrivent à un compromis, en raison des clivages au sein des républicains, légèrement majoritaires à la Chambre basse, et qui n'ont pas pu s'entendre sur le choix d'un d'entre eux assumer le rôle de speaker (président). Une bonne raison pour Mike Johnson de se féliciter !

EN VRAC, D'ICI ET DE LÀ

***Le maire de New York sous la loupe des autorités fédérales**

Quand le FBI (*Federal Bureau of Investigation*), l'agence fédérale, se met de la partie, il y a matière à réfléchir de quoi de main sera fait. Depuis le 2 novembre, les autorités se penchent sur la question de savoir si la campagne électorale fructueuse d'Eric Adams à la mairie de la première ville améri-

caine, en 2021, a eu le financement des autorités turques, et si, en retour, la Turquie en a bénéficié.

En effet, ce jeudi-là, les agents fédéraux avaient entrepris une perquisition de la résidence de Briana Suggs, qui était la personne principale chargée des levées de fonds pour la campagne du candidat. Puis, quatre jours après, pendant qu'il sortait d'une réunion, les agents fédéraux se sont approchés du maire, de mandant à sa sécurité policière rapprochée de s'abstenir de tout mouvement, pendant qu'ils ont procédé à collecter les instruments électroniques dont il disposait.

Le maire, ainsi que son avocat, n'ont pas commenté sur ce

gagnant, auprès de l'agence des pompiers chargée de cela, moyennant une ristourne.

Il n'est que d'attendre, mais le maire Adams ne laisse percer aucune inquiétude. Toutefois, l'un de ses fervents supporters avance que ces ennemis politiques sont déjà à l'œuvre pour dérailler sa campagne à la réélection en 2025.

Les Livres

C'est ce samedi, 18 novembre, que Myah Elan sera honorée à Reims, en France. Voici les propos à lui décernés un de ses fervents amis :

Les mots ont le pouvoir de guérir, de consoler et de partager des expériences humaines profondes. Myah Elan, une



Myah Elan

qui se passe, sinon pour dire que « Nous coopérons en tout » avec les autorités fédérales. On apprend, par ailleurs, qu'il s'agit d'un immeuble pour le personnel du gouvernement turque, à New York, pour lequel l'autorisation de construire a été obtenue, grâce l'intervention d'un candidat Eric Adams, considéré alors déjà

écrivaine d'origine haïtienne vivant en France, a récemment donné vie à cette vérité incontournable dans son dernier roman autobiographique, « *Le temps d'une averse tropicale* ». Ce livre poignant raconte la tragique perte de son mari dans des circonstances déchirantes

Suite en page 9

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 8

et nous offre un aperçu intime de sa vie après ce bouleversement.

Lorsque Myah a décidé de partager son histoire personnelle à travers les pages de son roman, « *Le temps d'une averse tropicale* », elle ne savait probablement pas à quel point son récit toucherait les cœurs de ceux et celles qui liraient son livre. Dans un acte de courage et de vulnérabilité, elle a exposé sa douleur et son chagrin, tout en partageant les moments précieux qu'elle avait vécus avec son mari. Les lecteurs/trices suivent son parcours à travers la perte, la douleur et la résilience, alors qu'elle tente de faire face à une nouvelle réalité sans son être cher.

« *Le temps d'une averse tropicale* » est une œuvre litté-

raire qui transcende la simple autobiographie. Il explore les termes universels de la perte, du deuil et de la rédemption, d'une manière qui résonnera avec tous ceux et toutes celles

lité de la vie et de la force de l'amour.

Les précédents romans de Myah Elan

En plus de son roman « *Le*



Mike Johnson

qui ont fait l'expérience de la perte d'un être cher. Le livre est un rappel poignant de la fragi-

temps d'une averse tropicale », Myah Elan a déjà enchanté les lecteurs/trices avec d'autres

ouvrages littéraires. Parmi ses précédentes œuvres littéraires, on peut citer : 1. *De la poussière à la gloire* (un feuilleton de 132 pages); 2. *La proscrite*; 3. *Juste un clic*, et « *L'amour ne suffit pas* (trilogie de fantaisie).

La nomination de Myah Elan pour le prix est une reconnaissance bien méritée de la profondeur et de l'émotion qui imprègnent son écriture. Elle a su transformer sa propre tragédie en une œuvre qui offre réconfort et inspiration à d'autres personnes vivant des situations similaires.

Myah Elan a partagé son enthousiasme lors d'une récente interview, exprimant sa gratitude pour cette nomination inattendue et affirmant que son travail est un témoignage de la persévérance et de la foi en ses propres rêves. Elle espère que cette reconnaissance encoura-

gera d'autres auteurs à ne jamais renoncer à la poursuite de leur passion pour l'écriture.

La nomination de Myah Elan pour le prix Méguila offre une visibilité bien gagnée à une écrivaine talentueuse, qui a su transformer sa douleur en une œuvre littéraire puissante. Son récit captivant mérite d'être lu et célébré, et il nous rappelle la capacité de la littérature à toucher les émotions humaines les plus profondes. Les lecteurs et lectrices du monde entier ont désormais les yeux tournés vers cette écrivaine.

Nous lui souhaitons tout le succès du monde dans cette aventure, en attendant d'ici samedi soir, 18 novembre, à Reims, la remise des prix, en ce jour historique pour les Haïtiens, leur rappelant la Bataille de Vertières !

HAITI
OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

ÉDITORIAL



L'habitude d'ingérence dans les affaires d'Haïti, une bêtise incurable

Les États-Unis, pays chef de fil des États occidentaux, donne le ton de la politique à l'égard de notre pays. La ligne adoptée par le Département d'État, quand bien même elle ne serait parfaitement identique, à celle des autres, est suivie de près par eux. Il est donc aisé de comprendre pourquoi, nonobstant les expressions de mea culpa formulées, les mêmes actes et décisions se répètent. «*Chassez le naturel, il revient au galop*». Le dernier tweet de Maria Isabel Sal va dor, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies pour Haïti et cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) se pro nonçant sur le futur d'Ariel Henry, à l'arrivée de la date du 7 février 2024, s'inscrit dans la logique de la politique de la communauté internationale en vers Haïti. Son dernier exposé sur la situation politique du pays, dans le cadre de l'organisme qu'elle dirige, attire sur elle de vives critiques.

La grande majorité des acteurs politiques haïtiens se positionnant dans le camps de ceux qui veulent du départ du Dr Henry, à l'échéance du 7 février de l'année prochaine, basent leur prise de position uniquement sur cette partie du texte de Mme Salvador qui concerne le chef du gouvernement de facto. Alors que le document lu par devant le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSO), par la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, touche les différents aspects relatifs au fonctionnement du gouvernement haïtien, ses critiques se concentrent exclusivement sur son intervention partisane du Premier ministre de facto.

Tout en félicitant le Conseil de sécurité pour l'adoption de la Résolution 2270 relatif aux déploiement de la force de sécurité internationale, sous la houlette du Kenya, Mme Salvador a commencé en disant :

«*Je tiens tout d'abord à souligner l'importance considérable de l'adoption de la résolution 2699 autorisant les États membres à mettre en place et à déployer la mission multinationale d'appui à la sécurité (MSS), qui est essentielle pour aider la Police nationale d'Haïti à rétablir des conditions de sécurité propices à la tenue d'élections. Je salue également l'adoption de la résolution 2700 du Conseil de sécurité. Je pense qu'il est nécessaire, et c'est ce qu'attend le peuple haïtien, que le Comité envisage de mettre rapidement à jour la liste des personnes et en tités désignées en vertu de la résolution*

2653, en tenant compte des rapports soumis par le groupe d'experts. ». En rappelant la Résolution 2653, elle envoie un message clair et certain à ceux dont les noms ont été cités et d'autres dont les identités restent à être ajoutées à la liste de ceux qui seront frappés quand le moment des règlements de compte arrive. (À souligner que dans le cas d'Haïti, il y a plus d'une résolution).

Sous le chapitre de l'insécurité, Maria Isabel Salvador met en évidence une situation qui s'est aggravée. En effet, exposant la gravité de la situation, elle a précisé : «*Malheureusement, la situation sécuritaire sur le terrain continue de se détériorer; la violence croissante des gangs plongeant la vie du peuple haïtien dans le désarroi et les crimes majeurs augmentant fortement pour atteindre de nouveaux records. Mercredi dernier, le secrétaire général du Conseil supérieur de la transition a été enlevé en plein jour par des membres d'un gang déguisés en policiers. Les meurtres, les violences sexuelles, y compris les viols collectifs et les mutilations, continuent d'être utilisés par les gangs tous les jours et dans le contexte d'un soutien inefficace des services aux victimes, ou d'une réponse robuste de la justice* ».

Plus loin, dans son rapport, Mme Salvador s'adresse aux acteurs haïtiens, en ces termes : «*Il ne peut y avoir de sécurité durable sans un rétablissement des institutions démocratiques – et il est impossible de parvenir à des solutions politiques pérennes et pleinement représentatives sans une amélioration drastique de la situation sécuritaire* ». Dans cette optique, et alors que les parties prenantes haïtiennes attendent avec impatience le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, en demandant la mise en place de mécanismes de responsabilisation et de contrôle appropriés, il est primordial de garantir le respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (HRDDP) et de zéro exploitation et abus sexuels, ainsi qu'une vérification et une formation appropriées du personnel de la Mission multinationale d'appui à la sécurité ».

Mais, c'est le message diffusé séparément sur son compte X, ci-devant Twitter, qu'elle a explicité différemment, dans son rapport au Conseil de sécurité, qui cause tout le tollé dans les milieux politiques haïtiens — et pour cause —! Voici les paroles qui font tomber l'anathème sur la plus haute autorité onusienne en Haïti : «*Le seul*

chemin pour sortir d'une transition politique ce sont des élections démocratiques, transparentes et participatives. On ne sort pas d'une transition par une nouvelle transition (...) ». Et comme pour enfoncer le clou, elle ajoute : «*(...) ceux qui proposent une nouvelle transition s'éloignent des principes démocratiques et veulent imposer leurs intérêts individuels en oubliant les intérêts du peuple* ».

Ceux qui s'en prennent à Maria Isabel Salvador aboient contre le mauvais arbre. Car, quelle que soit la forme sous laquelle s'exprime son message, elle parle au nom de l'organisation qu'elle représente. Et celle-ci agit et parle dans le sens des intérêts de ses patrons, du membre qui paye le gros de sa facture onusienne.

À l'instar de ses prédécesseurs, cette représentante du secrétaire général de l'ONU, en Haïti, parle, au nom de son chef et la communauté internationale, exécutant la politique américaine, s'exprime par l'organe des Nations Unies et de ses institutions connexes.

En effet, prenant le cas d'Haïti, avant l'ère du tweet ou d'autres médias sociaux, l'ingérence dans les affaires de notre pays se faisait directement par l'entremise de diplomates accrédités au pays ou des émissaires envoyés expressément. On se rappelle, qu'à certains moments, les quatre volontés du Département d'État américain étaient com muniquées aux présidents haïtiens par des émissaires spéciaux. Par exemple, il semble qu'un tel personnage, en la personne d'une avocate noire américaine, Cheryl Mills, ait été affectée comme porteuse de messages aux politiciens haïtiens. Surtout à Michel Joseph Martelly, qui, comme candidat à la présidence, en 2009-2010, se vantait de l'appui dont il bénéficiait «*en haut lieu, à Washington* », en sus de se féliciter de ses «*prouesses excitantes* ». Dans son entourage, le futur président déclarait n'avoir aucun doute que grâce à ce contact, il allait atterrir au Palais national.

Si, en 2010, les mots d'ordre politiques et diplomatiques étaient communiqués plutôt dans des rencontres face-à-face, de nos jours, grâce aux réseaux sociaux, ces moyens sont devenus vieux jeu. Les tweets, Tik-Toc et d'autres moyens de ce genre sont la norme. Le CORE Group, syndicat des ambassadeurs occidentaux, à Port-au-Prince, n'avait-il pas recours à un tweet pour nommer Ariel Henry Premier ministre de facto, s'arrogeant même le droit d'introduire un système politique inédit

en Haïti, soit un exécutif monocéphale, sans avoir le moindre égard pour le peuple haïtien ? C'est également par le biais d'un tweet que Mme Salvador s'est prononcée sur le sort du Premier ministre de facto concernant la date du 7 février 2024, qu'elle a déclaré inamovible jusqu'à la tenue des élections. Car, selon elle, «*Le seul chemin pour sortir d'une transition politique, ce sont des élections démocratiques, transparentes et participatives* ».

Maria Isabel Salvador, de même que ses patrons, restent muets sur l'échéancier des élections qu'ils ne cessent de prôner. Après avoir revendiqué, sans arrêt, des joutes électorales, au cours des deux dernières années, sans en préciser des dates certaines, celle-ci, au nom de l'ONU, revient à la charge. Dans son dernier document, elle insiste encore sur la tenue d'élections sans en préciser aucune date. En ce sens, les vrais acteurs politiques et diplomatiques étrangers, qui pilotent la transition politique, en Haïti, sachant bien qu'il ne peut avoir de joute électorale dans le pays, se taisent sur cet événement, qui pourrait se produire dans des années encore.

Tout cela favorise la continuation de la mauvaise habitude d'ingérence dans les affaires internes d'Haïti, tant que le peuple n'aura pas trouvé sa propre formule pour mettre fin à ce désordre, car ceux qui persistent dans cette imposture n'ont aucun intérêt à renoncer à cette pratique.

HAÏTI OBSERVATEUR Le monde est, par la suite

Haïti-Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

| | |
|---|---|
| <p>Haïti</p> <p>Haïti-Observateur 98, Avenue John Drowns, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tel: (509) 223-4787 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA</p> <p>Haïti-Observateur Gerard Louis Jacques 514.321.6434 19 Hill (R) Canada 12213 Joseph Cassavant Montreal H3M2C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</p> <p>Un service spécial est assuré à partir de Paris. En l'absence d'adresse à Jérome Claude Valentin 13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt. Aqm. 44 93310 Le Pré St. Germain France Tel: (33-1) 43-65-28-10</p> | <p>ÉTAT-UNIS</p> <p>1ère classe: ... 48,00 \$ US, pour six (6) mois ... 90,00 \$ US, pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE</p> <p>... 563,00 FF, pour six (6) mois ... 1008,00 FF, pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE</p> <p>Tarif classe: ... 975,00 US, pour six (6) mois ... \$1403,00 US, pour un (1) an</p> <p>EUROPE</p> <p>... 79,00 EUR, pour six (6) mois ... 126,00 EUR, pour un (1) an <small>Par chèque ou mandat postal en francs français</small></p> |
|---|---|

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



The habit of meddling in Haiti's affairs: An incurable stupidity

The United States, the leading country among Western nations, sets the tone for policy towards our country. What is advanced by the State Department, even if it is not exactly identical to what the others do, is closely followed by them. Thus, it's easy to understand why, despite expressions of *mea culpa*, the same acts and decisions are repeated. As the saying goes, "Chase away the natural, it comes back at a gallop." The latest tweet from Maria Isabel Salvador, Special Representative of the United Nations Secretary General for Haiti and Head of the United Nations Integrated Office in Haiti (French acronym BINUH), commenting on the future of Ariel Henry as the date of February 7, 2024 approaches, is in line with the international community's policy towards Haiti. Her latest presentation regarding the political situation in the country, as viewed by the organization she heads, has drawn sharp criticism.

The vast majority of Haitian political players are in the camp of those who want Dr. Ariel Henry to step down by the upcoming February 7 date. In that light, they are completely opposed to the position taken by Ms. Salvador in a text concerning the de facto head of government. But in the document she read to the United Nations Security Council (UNSC), the Special Representative of the UN Secretary General correctly touched on various aspects of the Haitian government's functioning. However, her critics have focused exclusively on her partisan intervention in behalf of the de facto Prime Minister.

While congratulating the Security Council on the adoption of Resolution 2270 about the deployment of the international security force, led by Kenya, Ms Salvador began by saying: "First of all, I would like to emphasize the considerable importance of the adoption of Resolution 2699 authorizing Member States to set up and deploy the Multinational Security Support Mission (MSS), which is essential to help the Haitian National Police re-establish security conditions conducive to the holding of elections. I also welcome the adoption of Security Council Resolution 2700. I believe it is necessary, and the Haitian people expect it, that the Committee consider rapidly updating the list of persons and entities designated under Resolution 2653, taking into account the reports submitted by the group of experts."

By recalling Resolution 2653, she is sending a clear and certain message to those whose names have been cited and others whose identities have yet to be added to the list of those who will be hit at the moment of reckoning. **(We'll note that, in Haiti's case, several resolutions have been approved, each dealing with a specific issue.)**

On the subject of insecurity, Maria Isabel Salvador highlights a situation that has worsened. Read on: *Unfortunately, the security situation on the ground continues to deteriorate, with increasing gang violence plunging the lives of the Haitian people into turmoil, and major crimes rising sharply to reach new records. Last Wednesday, the Secretary General of the Superior Council of the Transition was kidnapped in broad daylight by gang members disguised as police officers. Murder, sexual violence, including gang rape and mutilation, continue to be used by gangs on a daily basis, and in the context of ineffective support from victim services, or a robust response from the justice system.*

Later in her report, Ms. Salvador addresses the Haitian stakeholders in the following terms: "There can be no lasting security without the re-establishment of democratic institutions - and it is impossible to achieve lasting and fully representative political solutions without a drastic improvement in the security situation. With this in mind, and as Haitian stakeholders look forward to the deployment of the Multinational Security Support Mission, calling for appropriate accountability and oversight mechanisms to be put in place, it is vital to ensure compliance with the Human Rights Due Diligence Policy (HRDDP) and zero sexual exploitation and abuse, as well as proper vetting and training of Multinational Security Support Mission personnel."

But what's troubling is the message broadcast separately on her X account, formerly Twitter, which addresses an issue not raised in her report to the Security Council. That has caused an outcry in Haitian political circles - for good reason! Here are the words that bring down the curse on the UN's highest authority in Haiti: "The only way out of a political transition is through democratic, transparent and participatory elections. You don't come out of a transition with a new transition. . . ." And as if to drive the point home, she added: ". . . those who are proposing a new transition are moving away from dem-

ocratic principles and want to impose their individual interests, forgetting the interests of the people."

Those who attack Maria Isabel Salvador are barking at the wrong tree. For, whatever form her message takes, she speaks on behalf of the organization she represents. And she acts and speaks in the interests of her bosses, especially the member who pays the bulk of her UN bill.

No different from her predecessors, this representative of the UN Secretary General in Haiti speaks on behalf of her boss, and the international community executing American policy, via the United Nations and its related institutions.

Indeed, considering the case of Haiti, in the era before tweeting and other social media, interference in our country's affairs was carried out directly through diplomats accredited to the country or by emissaries expressly dispatched. We recall that, at times, the wishes of the US State Department were communicated to Haitian presidents by special emissaries. For example, one such emissary was Cheryl Mills, an African American lawyer, who was assigned as message bearer to certain Haitian politicians, especially to Michel Joseph Martelly, who, as a presidential candidate in 2009-2010, boasted of the support he enjoyed "in high places in Washington," in addition to congratulating himself of his "exciting prowess." To his entourage, the future president declared that he had no doubt that, thanks to this contact, he would land in the National Palace.

If, in 2010, political and diplomatic slogans were regularly communicated in face-to-face meetings, nowadays, thanks to social networking, those old-

fashioned means have been replaced by tweets, Tik-Toc and the like. Didn't the syndicate of Western diplomats in Port-au-Prince, the infamous CORE Group, use a tweet to appoint Ariel Henry as de facto Prime Minister, even arrogating to itself the right to introduce a political system bypassing Haiti's constitution, that is a single-headed executive, without the slightest regard for the Haitian people? Ms. Salvador also tweeted about the de facto Prime Minister's fate on upcoming February 7, declaring him unmovable until elections are held. "The only way out of a political transition is through democratic, transparent and participatory elections," she asserts.

However, Maria Isabel Salvador and her bosses keep mum about the election timetable, though they keep repeating the mantra of elections. After the constant call for elections over the past two years by the international community, without specifying any definite dates, she is back at it again on behalf of the UN. In the organization's latest document, it again insists on the holding of elections, without specifying any dates. In this sense, the foreign political and diplomatic players who, behind the scene, sometimes in full view, are steering the political transition in Haiti, are also playing games. They very well know that no electoral campaign can take place in the current context. But that doesn't bother them, even if it takes years for such an event.

All this fuels their bad habit of meddling in Haiti's internal affairs, until the Haitian people find their own formula to put an end to this mess, because those, in the international community, persisting in their imposture, have no interest in giving up this practice.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

| | |
|--|---|
| <p>Haiti Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Haiti au Prince, Haiti Tel. (519) 229-0787 ou (509) 229-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur Gerard Louis Juchoux 514 371-6434 15 Saint OR Canada 12213, Jussieu, Coaticook Montreal, QUEBEC</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean-Claude Valentin 13 K Avenue des Saussaies, 81 et 82, 44 93310 Le Pré St. Germain France Tel. (33-1) 43-63-28 10</p> | <p>ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US, pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF, pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> 975.00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> \$160.00 US, pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 75 EURO, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EURO, pour un (1) an Haiti observateur ou mandat postal en francs français</p> |
|--|---|

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Les autres abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat postal.



SUR LA ROUTE DU CINÉMA

Suite de la page 3

rè re du Président'..., et j'en passe. La mouture est connue : critique fictive de scénario imaginaire. Ce sont les lecteurs qui m'ont amené vers des lieux non calculés. J'ai réservé *la chaise vide du cinéma*, à l'UNESCO pour Haïti. Sur la 'graine d'affiche' pour citer Chris tine Barbedet, en 2014, je me suis vu offrir par une actrice de Bolly

wood de passage au marché du film du FFM, l'étonnant million, croyant que c'était un film tandis que je profilais Haollywood 2104 pour un symposium un manifeste. Rêve !

En parlant d'épilogue, donc d'apocalypse, le temps de grâce m'est arrivé sous une autre forme. Cette année. Je me suis tout simplement dit que tant sont partis, moi, je suis resté. Tout élu. Le ha sard allait pourtant me révéler la face cachée de la lune.

Tout ce qui brille n'est pas or, dit-on. J'ai failli tomber dans le piège, heu reux que je fisse dans la 'fantaisie'. Non pas fantaisiste, tel que je l'ai souligné en 2010 pour Guy Met tan, à Genève. Dans le 'Pro cès PetroCaribe' que voici, il faut le dire, j'ai pressenti des vagues hau tes de la marée montante, cela m' étonne toutefois. Si l'histoire de Petro Caribe mérite d'être lue, le procès mérite aussi d'être tenu. Le drame. Alors, par quel juge ? *Peu*

importe votre rang, réviser votre ouvrage avant de l'envoyer.

Je redoute cependant la réaction du lectorat à mon endroit, mais je dois dévoiler les dessous du procès fictif, imaginaire décrit de l'auteur même, croyant passer par moi pour atteindre la voie des astres et des étoiles qui mènent à la chance. J'ai lu des réactions de critiques à mon égard. Ce qui me reconforte d'ailleurs puisque je suis sur la route du cinéma. Je ne peux donc citer ici ceux qui, par

une autre voix/voie, ont pourtant si bien lu en SLRDC, mais qui ont cru au réel. Je ne veux citer de nom pour accuser même avec des preuves tangibles. Les menaces partent à : me «détruire», à me «descendre», jusqu'à ne pas me «rehausser» ! C'est vil; essayez donc.

Ce ne sont pas les accusés et leur banc de défense qui m'ont menacé ni la rue, qui d'autre que?

Merçi d'y croire !



Brooklyn Dreams Charter School (K-8)

259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230-1310
BrooklynDreamsCharterSchool.org
718-859-8400

Brooklyn Excelsior Charter School (K-8)

856 Quincy St
Brooklyn, NY 11221-3612
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org
718-246-5681

Brooklyn Scholars Charter School (K-8)

2635 Linden Blvd
Brooklyn, NY 11208-4907
BrooklynScholarsCharterSchool.org
718-348-9360

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Riverton Street
St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

AVIS D'OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions pour l'année scolaire 2024-25 se clôturent le 1 avril 2024 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus en contactant l'école. Si le nombre de demandes reçues pendant les inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera nécessaire. Le tirage au sort, si nécessaire, aura lieu en direct aux dates suivantes :

- Brooklyn Dreams Charter School – 3 avril 2024 à 9:00
- Brooklyn Excelsior Charter School – 3 avril 2024 à 10:00
- Brooklyn Scholars Charter School – 3 avril 2024 à 11:00
- Riverton Street Charter School – 3 avril 2024 à 14:00

Les demandes reçues après la clôture des inscriptions seront acceptées selon le principe du premier arrivé, premier servi pour les places restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE NON DISCRIMINATOIRE À L'ÉGARD DES ÉTUDIANTS


Les National Heritage Academies ne pratiquent aucune discrimination et ne limitent pas l'admission d'un élève sur quelque base illégale que ce soit, y compris sur la base de l'appartenance ethnique, de l'origine nationale, de la couleur, du besoin de services d'éducation spéciale, du sexe, du genre, du handicap, des capacités intellectuelles, des mesures de réussite ou d'aptitude, des capacités sportives, de l'origine, de la croyance, du genre, de la religion ou de l'ascendance. Une école ne peut exiger aucune action de la part d'un élève ou d'une famille (comme un test d'admission, un entretien, une rédaction, la participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission à cette école.


Injections, tests, examens médicaux et fractures.

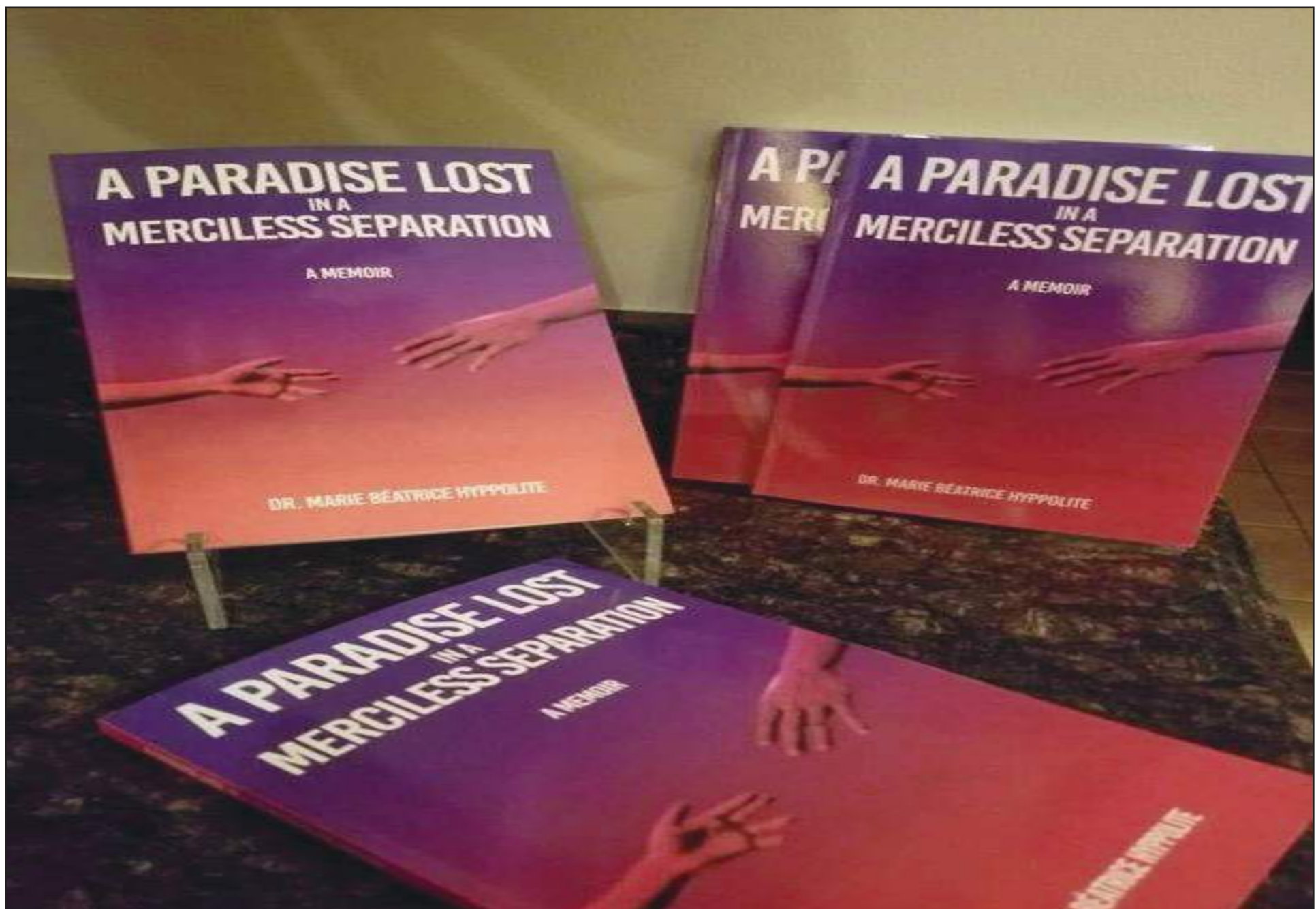
C'EST LA VIE.

Inscrivez-vous maintenant pour vous assurer que tout soit couvert par votre assurance-maladie à partir du 1er janvier 2024.



 nystateofhealth.ny.gov

 (855) 355-5777





FIN DU MANDAT DU COMITE DE NORMALISATION LE 20 NOVEMBRE 2023

Par Ricot Şintil

À moins de quelques jours de la date butoir du mandat du comité de normalisation de la FHF, c'est une véritable course contre la montre pour ses membres, qui jouent leurs dernières cartes en vue d'obtenir une nouvelle prorogation de mandat. Leurs démarches consistent à faire porter le chapeau aux dirigeants des clubs, et se dédouaner de toutes responsabilités. Pour preuve, ils ont lancé les hostilités avec le secrétaire général de la FHF, Carlo Marcelin, qui dans une intervention dans un media de la capitale haïtienne, a lancé des flèches en direction des clubs, en les accusant vertement comme principaux responsables de l'absence des championnats nationaux. Pour se déresponsabiliser davantage, les membres du bureau fédéral, ont mis en circulation une note relative à l'octroi de la Licence des clubs. Implicitement, la FHF

ampute la responsabilité aux clubs, qui refusent dit-elle, de se soumettre aux exigences de la CONCACAF, en d'autres termes, qui refusent de se conformer aux obligations de la FHF. À en croire, le secrétaire général de la FHF, le comité de normalisation, n'est en aucun cas responsable de la situation désastreuse dans laquelle s'engouffre le football local, les clubs dit-il, en sont les seuls et uniques obstacles.

L'intervention du secrétaire général de la FHF, prouve clairement que l'institution mère du football, n'entend pas travailler avec les dirigeants des clubs. Pour les membres du comité, la réalité sociologique liée au football haïtien, n'est pas à prendre en compte. Leur méthode de travail consiste, non à collaborer avec les clubs, mais à leur imposer des choses toutes faites. Le comité de normalisation selon Carlo Marcelin, a déjà travaillé sur les statuts, lesquels seront soumis

aux clubs licenciés. Cette déclaration sous-tend que la FHF à l'heure actuelle ne reconnaît aucun club. En d'autres termes, elle ne reconnaît aucun dirigeant, c'est ce qui explique son arrogance et son mépris à l'endroit de certains dirigeants qui se sont mis ensemble pour lui demander des comptes.

En effet, en aucun cas, la Licence des clubs ne peut pas être une condition à la soumission des statuts aux dirigeants des clubs. Ces derniers doivent de fait, être partie prenante de la révision statutaire. La loi voudrait d'abord que le comité s'engage avec les clubs pour donner mandat à une commission pour réviser les statuts, lesquels devront être soumis aux clubs par la suite. Il ne peut pas en être autrement. Malheureusement, les propos de Carlo Marcelin, aillent dans le sens contraire. La question de la Licence des clubs et des statuts de la FHF, loin d'être un sujet d'actualité,

sont une arme utilisée par les membres du comité de normalisation dans la perspective d'une nouvelle prorogation de leur mandat par la FIFA. Tout ce qui se joue à l'heure actuelle, ne vise que deux choses, la première, faire des clubs le bouc émissaire de l'absence des championnats nationaux, la deuxième, avoir un prétexte crédible pour rester en poste.

Le compte à rebours du mandat du comité de normalisation qui arrive à terme le 20 novembre est lancé depuis pratiquement deux mois. Ayant échoué une nouvelle fois dans l'accomplissement de la tâche qui leur a été confiée, les membres de la structure de normalisation, n'ont d'autres choix que d'offrir en holocauste les dirigeants des clubs. L'échec du comité est sans appel. Si pour ses membres le compte à rebours doit aboutir à une prorogation de leur mandat, pour nous autres passionnés du ballon rond, il doit déboucher sur

leurs départs à la tête de la FHF. Malgré que certains journalistes fassent le jeu du comité en portant des jugements sévères contre les dirigeants, ils ne peuvent néanmoins faire fi du revers de la structure de la FIFA. Tous les signaux sont au rouge, le football est en piteux état, hormis la sélection féminine senior qui tient encore le coup, toutes les autres sélections sont à la ramasse. Oser parler de bilan positif pour le comité de normalisation comme le secrétaire général l'a fait, c'est tout simplement prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages. En attendant le verdict de la FIFA concernant le mandat de ses marionnettes, ceux qui n'approuvent pas le travail de ce comité, doivent se prendre en charge pour forcer la main à la FIFA par n'importe quel moyen.

R.S.